Article 74 - Indemnité de licenciement

(Annexe N°4)

En application des dispositions des articles L 122-9 et R 122-1 du code du travail, tout salarié licencié par son employeur, alors qu'il compte deux ans d'ancienneté continue au service de la même entreprise, doit bénéficier, sauf en cas de faute grave, et quelle que soit la durée du préavis, d'une indemnité de licenciement calculée par année de service dans l'entreprise, sur la base de vingt heures de salaire pour les travailleurs rémunérés à l'heure et de 1/10e de mois pour les travailleurs rémunérés au mois. Le salaire servant de base au calcul de l'indemnité est le salaire brut moyen des trois derniers mois.

ARTICLE 75 : INDEMNITE POUR INOBSERVATION DU DELAI-CONGE :

En cas d'inobservation du délai-congé par l'employeur ou le salarié, la partie qui n'aura pas respecté ledit délai-congé versera à l'autre partie une indemnité égale au salaire correspondant à la durée du préavis restant à courir sous réserve de l'application des articles R.145-I et suivants du code du travail.

ARTICLE 76 : ATTESTATION DE CESSATION DE TRAVAIL :

Les employeurs sont tenus de délivrer une attestation constatant que l'ouvrier est libre de tout engagement. Cette attestation qui devra mentionner la date à laquelle l'ouvrier sera libre, devra être délivrée au début ou au cours du délai-congé.

ARTICLE 77 : CERTIFICAT DE TRAVAIL :

A l'expiration du contrat de travail, l'employeur doit remettre au travailleur, un certificat de travail contenant exclusivement la

.../...

date de son entrée, celle de sa sortie et la nature de l'emploi, ou, le cas échéant, des emplois successivement occupés, ainsi que les périodes pendant lesquelles ces emplois ont été tenus.

Chapitre XI - Intempéries - Hygiène - Sécurité - Prévention

Article 78 - Intempéries

En cas d'intempéries rendant le travail difficile et exposant le personnel (travaillant au temps) à la pluie ou à d'autres conditions nuisibles à sa santé, l'employeur s'efforcera d'assurer un travail de remplacement. A défaut, le temps inoccupé et indemnisé pourra être récupéré dans les conditions prévues par le décret n° 84-464 du 14 juin 1984 et l'accord national du 23 décembre 1981 concernant la durée du travail dans les exploitations et entreprises agricoles.

(Annexe N° 4)

ARTICLE 79 : HYGIENE ET SECURITE

Les contrats de travail mentionnent les équipements de sécurité jugés nécessaires dans l'exécution des travaux.

Les ouvriers sont tenus de porter les équipements de sécurité nécessités par le risque de leur poste de travail ; ceux-ci sont fournis par l'entreprise.

(cf. Décision de M. le Directeur Régional du Travail et de la Protection Sociales Agricoles du 2 juillet 1979 prenant effet le 1er avril 1980)

ARTICLE 80 : TRAVAUX DANS L'EAU

Lorsque les ouvriers seront appelés à effectuer des travaux dans l'eau, ils recevront de l'employeur des bottes les mettant à l'abri de l'humidité.

Chapitre XII - Régimes de retraite complémentaire et de prévoyance -
Médecine du travail

ARTICLE 81 : RETRAITE COMPLEMENTAIRE

§ 1°. Les employeurs s'engagent à souscrire un contrat avec la Caisse de retraites intérenreprises agricoles (CRIA - IRCA), 1 et 5 avenue Général de Gaulle à PUTEAUX, pour la constitution d'une retraite complémentaire de vieillesse obligatoire au profit de tous les salariés agricoles, dès la naissance du contrat de travail et jusqu'à 65 ans au plus, à l'exclusion des cadres d'exploitations agricoles assujettis à la convention collective nationale du 2 avril 1952.

§ 2. Les conditions d'affiliation du personnel, de fixation de l'assiette des cotisations et du taux d'appel des cotisations sont celles fixées par la convention collective nationale de retraite des salariés de l'agriculture du 24 mars 1971 étendue.

Le taux de la cotisation est réparti de la façon suivante :

40 % à la charge du salarié,
60 % à la charge de l'employeur qui retiendra la quote-part du travailleur sur la rémunération versée chaque mois.

ARTICLE 82 : ASSURANCE DECES

Tous les salariés affiliés au régime de retraite complémentaire prévu à l'article 81°, bénéficient de l'assurance décès. Le taux des cotisations sera de : 0.50 % dont :

0.30 % à la charge de l'employeur et
0.20 % à la charge du salarié.

L'assiette des cotisations est identique à celle servant de base au calcul des cotisations de retraite complémentaire.

L'organisme chargé de gérer l'assurance décès est également la Caisse de retraite intérenreprises agricoles (CRIA - IRCA).

ARTICLE 83 : MEDECINE DU TRAVAIL

Les salariés disposeront du temps nécessaire pour se rendre aux visites de médecine du travail.

Pour les salariés payés au temps, la durée de travail non accomplie en raison de la visite de médecine du travail sera rémunérée comme temps de travail. Les intéressés devront présenter à leur employeur une pièce attestant qu'ils se sont effectivement présentés à la visite de médecine du travail.

TITRE IV DISPOSITIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX TRAVAILLEURS EN TACHE

ARTICLE 84 - DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES SALARIES AU TEMPS EGALEMENT APPLICABLES AUX SALARIES A LA TACHE

- Article 14 - Age d'admission aux travaux forestiers
- Article 15 - Formalités d'embauchage
- Article 16 - Priorité de réembauchage
- Article 17 - Cumul d'emplois
- Article 32 - Classification des emplois - A) Ouvriers (forêts et scieries)
- Article 39 - Salaire des femmes
- Article 40 - Salaire des jeunes
- Article 42 - Salaire des travailleurs handicapés
- Article 46 - Indemnités de déplacement
- Article 47 - Déménagement
- Article 48 - Bois de chauffage
- Article 49 - Logement
- Article 51 - Bulletin de paie
- Article 60 - Congés d'éducation ouvrière ou de formation syndicale
- Article 61 - Congés de formation des cadres et animateurs de la jeunesse
- Article 62 - Congés de formation
- Article 63 - Plan de formation
- Article 64 - Interdiction d'emplois des femmes et des jeunes travailleurs
- Article 66 - Garantie de l'emploi en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle
- Article 67 - Garantie de l'emploi en cas de maternité
- Article 68 - Garantie de l'emploi en cas de retour du service national
- Article 69 - Remplacement du salarié absent
- Article 71 - Suppression d'emploi
- Article 76 - Attestation de cessation de travail
- Article 77 - Certificat de travail
- Article 81 - Retraite complémentaire
- Article 82 - Assurance décès

Exclu de l'extension - 17 du 13.3.85

Chapitre I - Le contrat de travail

ARTICLE 85 - CONTRAT DE TRAVAIL

Les salariés tâcherons sont embauchés par contrat à durée déterminée (modèle en annexe VI). Ils ont, en principe, pour obligation, celle d'exécuter correctement et dans le temps convenu, le travail qu'ils se sont engagés à faire ; ils ne sont liés à leur employeur que pendant le temps d'exploitation du chantier. (Exclu de l'extension)

L'ouvrier est tenu, sauf cas de force majeure ou circonstances fortuites dûment prouvées, de conduire régulièrement et mener à bonne fin, conformément aux règles de la profession et aux usages locaux, le travail qu'il s'est engagé à faire. Il ne peut s'opposer à ce que l'employeur fasse achever, par d'autres, le travail en cours s'il n'a pas respecté les délais prévus dans le contrat.

Chapitre II - Définition des tâches

ARTICLE 86 : ABATTAGE DES GRUMES D'OEUVRE

"L'abattage sans écorçage comprend" abattage, ébranchage, découpe et séparation des fourches écartées de la tige. Il doit être fait à ras de la marque au pied de l'O.N.F. Il comprend le recepage de l'ergot d'abattage éventuel sur la souche et au pied de la grume et le blanchissement du pied par l'élimination des hanches des racines.

La grume à l'abattage ne doit pas "tirer au coeur". L'ébranchage doit, sauf impossibilité matérielle, être fait à ras de tige.

L'abattage et le façonnage pour les grumes résineuses est conforme à celui des grumes feuillues. Il est précisé que l'énoudage doit être bien effectué au ras des noeuds ; la découpe fin de bout se fera selon les indications de l'employeur.

Pour les grumes écorcées, l'écorçage forestier supprimera toute trace d'écorce, seul le liber restera apparent.

ARTICLE 87 : FACONNAGE DES BOIS D'INDUSTRIE

L'abattage et le façonnage sont conformes à ceux des grumes avec les précisions suivantes :

Les pieds ou culées doivent être rabattus dans l'alignement du fût ; l'énoudage parfaitement effectué ; l'écorçage complètement effectué.

Les découpes se feront sur indications de l'employeur et après marquage par un spécialiste. Les étais doivent être relevés et mis sur les cotes d'une travée pour le passage de l'engin de débardage.

ARTICLE 88 : FACONNAGE DES BOIS DE FEU

Le façonnage des bois de feu (bois d'lm) comprend :

L'abattage des brins et perches, la préparation de la place d'abattage des arbres, l'ébranchage des grumes d'oeuvre, le tronçonnage et la fente s'il y a lieu des bûches de plus de 15 centimètres de diamètre, l'enstérage et la mise en endain des rémanents ou leur incinération.

- . Pour l'abattage avec écorçage, le cubage se fait sous écorce.
- . Pour l'abattage sans écorçage, le cubage se fait sur écorce.

Le bottelage (ébranchage et ététagage sur pied) et l'égobelage ainsi que le montage des câbles sur arbres penchés sont traités de gré à gré.

ARTICLE 89 : BOIS DE TRITURATION DE RESINEUX ET PEUPLIERS EN 1

Le façonnage doit comporter un encoudage au ras du fut. La longueur ne doit pas varier de 3 % en plus ou en moins; l'enstérage sera fait par minimum de un stère sauf accord particulier avec l'employeur.

Chapitre III - Salaires

ARTICLE 90 - REMUNERATION DES TRAVAUX

La rémunération des travaux d'abatage des grumes d'oeuvre, du façonnage des bois d'industrie, des bois de feu et des bois de trituration de résineux et peupliers en un mètre est fixée par l'annexe II à la présente convention.

ARTICLE 91 : MAJORATION POUR TRAVAUX EXCEPTIONNELS

Si des coupes ou parties de coupes présentaient des difficultés exceptionnelles d'exploitation (broussailles, coupe de première éclaircie à très faible densité, côtes, abruptes, marais, arbres penchés sur des cours d'eau, ou un empatement anormal, bois mutilés par la mitraille par exemple), elles feront l'objet d'une rémunération correspondant au temps de travail supplémentaire déterminé d'accord entre les parties.

ARTICLE 92 - RECEPTION DES CHANTIERS - PERIODICITE DE LA PAIE (acomptes)

En principe, la réception des chantiers se fait une fois par mois et le règlement dans la huitaine qui suit.

Les acomptes, sur la demande du salarié, seront versés une fois par quinzaine jusqu'à concurrence des 4/5e du travail effectué.

Le paiement des salaires se fait, soit sur le chantier, soit au domicile de l'ouvrier soit par la poste, soit par un établissement bancaire ou assimilé. Il pourra également être fait au domicile de l'employeur si l'ouvrier y consent.

En aucun cas il ne pourra s'écouler plus de trois mois entre deux réceptions de chantier.

Chapitre IV - CongésARTICLE 93 - CONGES ANNUELS PAYES

Les salariés tâcherons bénéficient des congés payés dans les mêmes conditions que les ouvriers au temps (cf. article 52 de la convention). Toutefois, pour ceux qui ne travaillent pas pour l'entreprise de façon permanente, ils percevront au titre des congés payés une indemnité égale à 10.90 % de leur rémunération brute, moins les frais de mécanisation mais en y intégrant l'indemnisation des jours fériés.

ARTICLE 94 - INDEMNITE POUR JOURS FERIES

Le montant de l'indemnité pour jours fériés est calculé suivant les pourcentages ci-après et sur la base constituée par le salaire brut, moins les frais de mécanisation :

1er janvier 1983	3.00 %
1er juillet 1983	3.33 %
1er janvier 1984	3.66 %

ARTICLE 95 - CONGES EXCEPTIONNELS POUR EVENEMENTS FAMILIAUX

Le salarié recevra une prime égale au 1/25^e du salaire du mois de travail précédent, ou du mois en cours par jour d'absence pour cause de mariage ou de décès à raison de :

- quatre jours pour le mariage du salarié,
- deux jours pour le décès d'un conjoint ou d'un enfant,
- un jour pour le mariage d'un enfant,
- un jour pour le décès du père ou de la mère, du beau-père de la belle-mère

Chapitre V - Médecine du travailARTICLE 96 - VISITE MEDICALE ANNUELLE

La rémunération pour absence justifiée par la visite annuelle obligatoire est fixée à 2 % du salaire du mois de travail précédent, ou du mois en cours par demi-journée d'absence.

Chapitre VI - Résiliation du contrat de travailARTICLE 97 : DELAI-CONGE - LICENCIEMENT

Les relations contractuelles entre employeur et salarié sont régies par les dispositions de l'article 85. Toutefois, lorsque la succession des travaux en tâche confère à l'engagement réciproque un caractère de continuité les articles 72 à 75 peuvent être applicables aux ouvriers tâcherons.

Chapitre VII- Acquisition du matérielARTICLE 98 - PRET POUR L'ACQUISITION DE MATERIEL (20.12.1984)

Les employeurs peuvent consentir aux salariés tâcherons qu'ils emploient, des prêts sans intérêts destinés à l'acquisition de l'outillage nécessaire à leur travail.

Les sommes dues pourront être retenues sur leurs salaires, conformément aux dispositions des articles L 144-I et suivants du code du travail. "

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSESARTICLE 99 :

La présente convention annule et remplace la convention collective de travail concernant les exploitations forestières en date du 28 novembre 1960.

Elle prendra effet le jour de la publication de l'arrêté ministériel portant extension et sera déposée au Service Départemental du Travail et de la Protection Sociale Agricoles de Dijon. L'extension en est demandée à Monsieur le Ministre de l'Agriculture.

Fait à Dijon, le 20 décembre 1983

- . LE GROUPEMENT DES EXPLOITANTS FORESTIERS ET INDUSTRIELS DU BOIS
DE LA COTE D'OR _____ M. DETANG
- . LE SYNDICAT DES PROPRIETAIRES FORESTIERS ET SYLVICULTEURS
DE LA COTE D'OR _____ M. SIXTE de
BRUNIER
- . L'U.D. C.G.T. _____ M.
- . L'U.D. C.F.D.T. _____ M. MANZONI
- . L'U.D. C.G.T. - F.O. _____ M. RICHOND
- . Le SYNDICAT NATIONAL DES CADRES D'ENTREPRISES
AGRICOLES (C.G.C.) _____ M. GUY